

La Lettre des Écologistes

Septembre
2001
n°52

MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT

18 Ruelle
aux Voeux
70150 - PIN
03.81.58.09.12

La croissance comme logique de gouvernement ?

Lionel Jospin, comme ses prédécesseurs, attend de la croissance des emplois, des rentrées fiscales et le financement des retraites, et c'est avec une certaine anxiété qu'il observe l'évolution chaotique de la bourse de New York. Son élection et celle de sa majorité en dépendent assez largement. Seule une propension plus élevée à miser sur une relance de la consommation des ménages distingue la Gauche de la Droite dans cette dépendance.

Les gouvernements qui se succèdent ont complètement oublié les avertissements que lançait le Club de Rome en 1971 : une croissance humaine indéfinie est incompatible avec la finitude du Monde. Un récent rapport des Nations Unies le rappelle une nouvelle fois : l'évolution de la technologie s'est montrée incapable de neutraliser les effets pervers de la croissance des consommations planétaires au cours des vingt dernières années. Ainsi, par exemple, la dérive climatique est due pour 40 % aux polluants émis par les 800 millions de véhicules à moteur en circulation dans le Monde ; or, vers 2050, le parc automobile comptera 2,2 milliards de voitures et de camions !

La logique de croissance imprègne les mentalités jusqu'à la base : le rêve de la grande majorité des maires n'est-il pas de voir grossir la population de leur commune ? Il faut sortir de cette pensée fautive selon laquelle "qui ne progresse pas, recule" et inventer un modèle socio-économique qui nous sorte de cette fuite en avant pleine de danger pour l'Humanité à court terme :

1 dématérialiser la croissance en investissant dans les secteurs d'activités faibles consommateurs de ressources naturelles et d'espace ;

1 déconnecter l'emploi de la croissance, en misant sur les secteurs dont le développement est indépendant du marché mondial ;

1 stabiliser les dépenses de l'Etat pour sortir de l'obligation de financer des fuites en avant budgétaires et, en priorité, réduire substantiellement la dette qui englutit actuellement près du quart des recettes fiscales.

Nous sommes sans doute les seuls aujourd'hui à pouvoir porter cette critique de la logique de croissance et à pouvoir donner un contenu concret aux modalités de sortie. Mais, nous ne refusons pas les renforts sur cette question vitale pour le siècle présent.

Antoine Waechter

"Qui sème le vent récolte la tempête"

La tragédie américaine illustre cette sagesse populaire. Les images des tours qui s'effondrent avec leurs milliers d'occupants sont insoutenables comme les images que l'on ne nous a pas transmises sur les bombardements opérés par la coalition américano-européenne sur l'Irak lors de l'opération "tempête du désert" : des civils sans défense sont massacrés par le feu qui tombe du ciel !

Le Mouvement Ecologiste Indépendant (M.E.I.), bouleversé par l'agression qui vient d'endoeiller les Etats-Unis, rappelle sa condamnation la plus totale de ces actes barbares, comme de toute action terroriste quels qu'en soient le prétexte et les auteurs.

Ailleurs ce sont des enfants Palestiniens qui défendent à coups de pierre leurs maisons que les blindés Israéliens détruisent en totale impunité grâce à la neutralité bienveillante des USA, peu soucieux du respect des accords d'Oslo.

Les grandes nations font un usage immodéré de leur puissance économique et militaire. La sauvagerie des "civilisés" alimente la révolte des faibles : la pauvreté et les injustices internationales font "bouillir la marmite du désespoir jusqu'à l'explosion".

Alors que les USA et leur allié anglais continuent à bombarder et étrangler l'Irak par un blocus responsable de la mort de milliers d'enfants, alors que l'ultra-libéralisme mondialisé maintient dans la misère des centaines de millions d'êtres humains, faut-il être surpris que certains d'entre eux se laissent séduire par le fanatisme religieux qui leur promet un hypothétique paradis ?

Le cerveau de ce terrorisme international serait hébergé par les Talibans, dont le régime fait régner l'obscurantisme et l'oppression en Afghanistan, notamment à l'égard des femmes. La communauté internationale doit aider ceux qui se battent pour rétablir la démocratie dans ce pays. En soutenant le chef militaire Ahmed Shah Massoud de manière concrète, l'Europe et les Etats Unis contribueraient à faire disparaître l'une des principales bases terroristes de la planète en même temps qu'ils désamorçeraient l'un des foyers de tension internationale.

Une opération punitive serait à la fois injuste pour les populations civiles et contre-productive : il faut investir dans la disparition du régime obscurantiste de Kaboul. Souhaitons que le principal animateur de la résistance aux Talibans se remette de ses blessures après l'attentat dont il a été victime.

L'éradication du terrorisme passe par la justice, le développement des pays du tiers monde, le respect des droits élémentaires de la personne, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la suprématie de la démocratie sur la dictature de l'économie et des marchés. La démocratie des nations doit se substituer à la loi du plus fort.

Antoine WAECHTER

Président du Mouvement Ecologiste Indépendant
Candidat aux Présidentielles 2002

OGM : mieux vaut interdire que détruire

Le M.E.I. comprend les opérations d'arrachage "sauvage" de plants transgéniques qui se multiplient à l'appel de la Confédération Paysanne et d'ATTAC. Les essais d'O.G.M. effectués en plein champ constituent une menace intolérable pour les équilibres naturels : le pollen transgénique qui contamine les parcelles voisines, à des kilomètres de distance, est une pollution irréversible. Ces destructions illégales constituent une réponse violente à la violence préalable de la technocratie qui permet ces expérimentations hasardeuses, au profit, non d'une recherche authentique, mais dans l'immense majorité des cas des multinationales de l'agro-alimentaire, et de surcroît sans consultation des populations.

Le M.E.I. cependant n'approuve pas ces opérations. D'abord en raison des convictions non-violentes des écologistes véritables. Ensuite parce que ces actions créent un climat de confrontation préjudiciable à la démocratie, qui

a besoin du respect des lois par les citoyens comme par les fonctionnaires (leur non-respect par les seconds, largement avéré dans le domaine des biotechnologies, n'autorisant pas les premiers à faire de même). Enfin parce que ces destructions largement médiatisées évitent soigneusement d'établir les vraies responsabilités. Les centaines de parcelles expérimentales d'O.G.M. qui polluent nos campagnes chaque année n'ont pu voir le jour que grâce au feu vert de deux ministres, M. Glavany pour l'Agriculture et Mme Voinet pour l'Environnement. Qui rappelle la lourde responsabilité de cette dernière, et l'incohérence des "Verts" qui soutiennent et le Gouvernement et les destructions d'O.G.M. ?

Le Mouvement Ecologiste Indépendant propose une alternative bien plus efficace. Depuis deux ans, nous mettons à la disposition des communes un modèle de délibération et d'arrêtés qui leur permet d'interdire les cultures d'O.G.M. sur leur territoire, au nom du respect du principe de précaution reconnu par le droit français, et des pouvoirs de police du maire. Ces textes ont été repris par d'autres groupes et, aujourd'hui, plus d'une centaine de communes les ont adoptés. Ils sont juridiquement irréprochables, contrairement à ce que

soutient l'administration : la récente condamnation de la commune de Chasné-sur-Illet (35) portant sur une délibération élaborée localement, et non sur la nôtre, qui a bénéficié des conseils de juristes éminents.

Les Ecologistes Indépendants appellent enfin le Gouvernement à décréter un moratoire total sur

les essais en plein champ. La recherche en milieu confiné, en revanche, doit pouvoir se poursuivre pour préserver la recherche française. La demande de l'opinion publique de notre pays est parfaitement claire : MM. Jospin, Glavany et Cochet ont aujourd'hui l'occasion de montrer qu'ils sont vraiment au service des citoyens, comme ils

le prétendent.

Michel Laval
Vice-Président national à l'Environnement,
Coordinateur de la campagne d'interdiction des O.G.M.,
22 Bis Quai du Barrage, 94340 Joinville-le-Pont
Tél. & Fax : 01 45 11 82 11

Pour mener une campagne...

Pour mener une campagne électorale, il faut de l'argent. Il est évident que le M.E.I. ne pourra pas, en ce domaine, suivre les autres partis.

Pourtant, pour la première fois depuis les législatives 97 et les Européennes de 99, le MEI disposera d'un budget pour commencer les campagnes, et régler les avances demandées par les imprimeurs. En effet, une somme a déjà été provisionnée en cette année 2001, et l'opération sera répétée dans le budget 2002. Cependant, il faut se rendre compte que cette provision

ne suffira même pas à régler la totalité de l'impression des circulaires et bulletins de vote : il y aura un solde en 2003.

C'est dire que les campagnes reposeront en totalité sur l'engagement militant, et que les dons de chacun seront une nouvelle fois bienvenus.

Une campagne de dons avait été lancée dans le n° 45 de la «Lettre des Ecologistes», au début de l'année 2001. Au 14 juin, elle avait déjà rapporté 48 850 f. Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin !

Les dons, libellés à l'ordre de

l'association de financement du MEI, sont à adresser au MEI - 92, avenue de l'agriculture - 63100 CLERMONT-FERRAND.

Il est aussi possible de financer directement la campagne présidentielle d'Antoine WAECHTER : libeller à l'ordre de «M. REY mandataire financier d'Antoine WAECHTER» et lui adresser : 6 avenue de la libération 02570 CHEZY SUR MARNE (pour virement : 10107 00301 00731013632 96 Banque Populaire de Château Thierry)

Dominique BAUDUIN
Secrétaire National

Conseils à gogo

Un pamphlet contre l'élevage intensif, l'économie productiviste...



« Cher Gogo, Ton tonton d'Amérique est rentré au pays. Fortune faite. Tu peux lui faire confiance. Il va t'apprendre vite fait à tirer les vaches à lait. Ya du fric à faire plein le seau... Tu vas voir qu'avec un peu d'entraînement je vais lui dégoûter les boyaux du crâne et faire de toi l'émir de Langoélan. Là-haut là-bas, j'étais conseiller en conseils, expert en expertises, consultant en consultations, pédagogie en pédagogie. Au risque de te lasser, je partirai toujours de ce que tu connais le mieux: les vaches, tes poulets, tes cochons. En quelques leçons je vais faire de toi une start-up internationale. Tu lis tous les matins en buvant ton Banania un de mes précieux conseil. Tu le croques, tu le rumines. Tu t'aiguises les dents de lait sur ma meule à picailleurs et ensuite tu forces dans le tas. Ne me remercie surtout pas, ce serait du temps perdu sur la productivité. »

Tel est le propos de Conseils à Gogo: un pamphlet contre l'élevage intensif, l'économie productiviste, les décideurs corrompus... Ce monde peu respectueux de l'homme nous est brossé par Jean Kergrist, le premier lascar à la verve corrosive !!!

35 conseils du tonton d'Amérique sont présentés. Ainsi on y « apprend » : comment produire plus, comment préparer l'avenir du cochon, comment discréditer le yaourt bio, comment jouer en bourse, comment gérer l'espace rural...

Les textes sont illustrés par le second lascar : Nono. Le dessinateur breton nous dresse, en 72 dessins humoristiques et décapants, sa vision des choses.

Les auteurs : Jean Kergrist, connu pour ses spectacles de clown - clown atomique (1975), le clown agricole, le clown pape (1984)... est aussi l'auteur d'ouvrages tels que grand bal à Saint Lubin, la gavotte des cochons (prix régional de la création en 2000) et dernièrement Crachin...

Nono, dessinateur de presse depuis plus de 25 ans, a collaboré pour de nombreuses publications. Actuellement, il publie quotidiennement un dessin dans le Télégramme. Il a publié plusieurs ouvrages : Nos aimées de Breizh, Ce drôle de 20 e siècle en Bretagne, la gavotte des korrigans...

Conseils à Gogo, 144 pages, par correspondance chez l'éditeur 102F (15,57 euros). Kergrist 29380 Bannalec Tél. 02 98 35 40 56 Fax 02 98 35 42 91

L'Ecologiste n°4

Son dossier central (48 pages) est consacré à l'alimentation et plus précisément aux conséquences des nouvelles réglementations sur l'hygiène sur la santé et les petits producteurs.

En exclusivité : Une réponse de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce Après le sommet de Gênes (Italie) en juillet et à quelques semaines de la conférence ministérielle de Doha (Qatar) de l'Organisation mondiale du commerce, le commissaire européen répond de façon détaillée au dossier critique sur la mondialisation de L'Ecologiste n°3.

A noter également, une réponse de Philippe Rabit, conseiller du président de Carrefour, à l'article consacré au bilan de la grande distribution dans L'Ecologiste n°3.

25, rue de Fécamp 75012 PARIS Tel 01 46 28 70 32 Fax 01 43 47 03 38 www.ecologiste.org ecologiste@worldnet.fr vendu en kiosque - le n°: 40 FF (port offert) Abonnement 1 an quatre n°: 150 FF

La véritable nature de la cargaison de l'ERIKA

L'Association des Bénévoles d'Erika (ABE) est née du regroupement de quelques-uns de ces milliers de citoyens venus spontanément nettoyer les rivages de Bretagne et de Vendée ou participer au sauvetage des oiseaux, mus par un élan de révolte, d'indignation, et décidés à ne pas laisser sans réponse citoyenne la marée noire de l'« Erika ».

Après les premières actions juridiques à l'encontre des préfets des départements sinistrés, l'ABE s'est engagée dans un véritable marathon auprès des tribunaux de Grande Instance des Sables d'Olonne, Brest, et enfin Le Havre. Comme le souhaitait l'ABE, et pour faire définitivement toute la lumière sur la véritable nature de la cargaison suspecte, le TGI du Havre a ordonné la saisie par huissier de plusieurs échantillons à l'arrivée du tanker « Mélide », (à la fin des opérations de pompage de l'« Erika »), et nommé un second expert, ce qui garantit une recherche véritablement contradictoire.

Cette action de l'ABE s'appuie sur les analyses du laboratoire privé AnAlytika, qui avait rompu le silence des autorités officielles pour dénoncer le caractère toxique et cancérigène des résidus pétroliers... (finalement reconnu 3 mois plus tard par les analyses officielles de l'Inéris), et qui est aussi parvenu à mettre en évidence la présence d'un additif synthétique chloré dans les rejets côtiers de l'Erika : une telle substance - totalement étrangère à la composition du pétrole brut - est incompatible avec les caractéristiques légales d'un combustible du type fuel lourd n° 2, pourtant officiellement déclaré cargaison de l'« Erika ».

Les experts viennent de faire connaître leurs devis pour vérifier la présence de cet additif et

OBJECTIF PRINTEMPS 2002

Appel à candidatures

Lors des élections législatives de mai 1997, le MEI participa pour la première fois de sa jeune histoire à une campagne électorale nationale. Malgré les nombreuses difficultés rencontrées (moyens financiers dérisoires, déficit médiatique, défaillance de notre imprimeur) et la brièveté de la campagne électorale (liée à la dissolution de l'Assemblée Nationale provoquée par le président Jacques Chirac), cette élection permit à notre Mouvement de compléter de manière significative sa représentation nationale et de rendre son existence incontournable. Ainsi, nos 249 candidatures et candidats rassemblèrent à cette occasion les voix de 185 000 électeurs soit 1,7% des suffrages ce qui était loin d'être ridicule comparé aux 2,9% des Verts (présents sous leur propre bannière dans 392 circonscriptions) et aux 2,3% de Génération Ecologie (présent sur 385 circonscriptions). Ces élections législatives de 1997 servirent de base de départ à la construction d'un Mouvement écologiste, accueillant, ouvert, radical dans ses objectifs et

pragmatique dans sa méthode.

L'année 2002 sera une année électorale cruciale, y compris pour l'avenir de notre Mouvement. De sa réussite dépendent le développement de l'écologie politique indépendante et l'avancée de nos idées pour plusieurs années. Une campagne électorale est un moment privilégié pour diffuser notre projet dans la société. Une campagne électorale est aussi l'occasion de développer le Mouvement, d'entrer en contact avec de nouveaux sympathisants c'est un moment privilégié pour l'adhésion et la structuration ou la consolidation d'un groupe. De surcroît, les élections législatives nous permettent d'avoir accès au financement public. Nous nous sommes donc fixés comme objectif, lors de l'Assemblée générale de Saint-Quentin en octobre 1999, de présenter des candidats dans chacune des 577 circonscriptions métropolitaines afin d'affirmer l'existence d'une écologie indépendante et de bénéficier du financement public le plus conséquent possible pour pouvoir préparer dans les meilleures conditions

les élections régionales de 2004. Celles-ci seront l'occasion de rentrer à nouveau dans les institutions grâce au mode de scrutin proportionnel et d'implanter durablement notre Mouvement dans le paysage politique français.

A ce jour, seulement 56 actes de candidatures me sont parvenus. J'invite donc tous les animateurs départementaux et régionaux à susciter le plus rapidement possible un maximum de candidatures et à me proposer une première série de candidatures avant notre prochaine Assemblée Générale qui doit se tenir à Paris les 13 et 14 octobre prochains. Ceci est d'autant plus urgent que des rumeurs persistantes laissent entendre qu'une dissolution de l'Assemblée Nationale pourrait avoir lieu, ce qui provoquerait des élections législatives anticipées (probablement en janvier 2002 au lieu de juin 2002).

D'autre part, je vous rappelle que le Mouvement prend en charge la totalité des frais d'impression des documents officiels (profession de foi, bulletin de vote, affiche) et que notre

objectif de présenter des candidats dans chacune des 577 circonscriptions métropolitaines ne fait pas obstacle à un éventuel accord de répartition sur la base d'une pour une avec d'autres partis écologistes. Par ailleurs, il est important de susciter un maximum de candidatures féminines, les élections législatives étant soumises à la loi sur la parité homme-femme. En effet, en cas de non-respect de cette loi, nous serons sanctionnés sur le financement public.

Enfin, j'appelle toutes celles et tous ceux, membres ou non du MEI, qui sont prêts à porter les couleurs de l'écologie indépendante à cette occasion, c'est à dire à être candidat (titulaire ou suppléant) aux élections législatives de 2002, à faire acte de candidature dès maintenant en me contactant au 06.72.52.40.81 ou en m'adressant un courrier. Un guide du candidat est disponible sur simple demande.

Julien Gonzalez
Secrétaire national adjoint chargé des élections.49, avenue Louis Fouchère, 58640 Varennes-Vauzelles.

L'administration mérite un sérieux coup de balai

Lendemain des attentats "terroristes" à New-York et Washington, le secrétaire d'Etat à l'Industrie français Christian Plerret a affirmé avec une belle assurance -le mercredi 13 septembre 2001- que les centrales nucléaires françaises étaient "conçues, déjà dans leur structure, pour pallier la chute d'avions et faire face à ce type d'événement". En "oubliant" de spécifier que les seuls types d'avions dont il avait été tenu compte dans les calculs de résistance de ces structures sont de minuscules avions de tourisme, en aucun cas des avions lourds de lignes commerciales...

Si l'on admet que ce Christian PIERRET n'est pas un imbécile, ce que je suis personnellement tenté de supposer, ce "responsable" ne peut alors être qu'un menteur. Ce nouveau mensonge administratif me paraît aussi inadmissible que les précédents... Comme il était inadmissible que la décontamination côtière à la suite de la catastrophe de l'Erika ait pu être "confiée" à des bénévoles à qui les administrations "compétentes" des ministères de l'Environnement, de la Santé et de l'Industrie) tentaient simultanément de masquer le caractère cancérigène des déchets à évacuer...

L'administration française en charge de la santé et de la sécurité environnementale des français est donc maintenant complètement discréditée. Je le déplore, et reste persuadé que cette situation ne pourra changer que lorsque les fonctionnaires des Ministères de l'Environnement et de la Santé auront pris la mesure des risques personnels qu'ils encourrent à continuer de la sorte à défendre des intérêts économiques au lieu de se préoccuper de leur mission première qui est de protéger l'environnement,

la santé et la sécurité de leurs concitoyens.

Toutes les actions citoyennes, y compris en justice, de nature à "aider" nos fonctionnaires à s'affranchir des pressions des "lobbies" industriels doivent donc être vivement encouragées pour accélérer une aussi salutaire "prise de conscience"...

Parallèlement, la séparation TOTALE et DEFINITIVE des missions et des moyens des administrations de l'Industrie, de l'Agriculture et du Budget d'une part, de l'Environnement et de la Santé d'autre part, apparaît de plus en plus clairement comme la condition nécessaire pour qu'un changement rapide et durable se produise dans ce domaine, et que nos concitoyens retrouvent peu à peu la confiance qu'ils ont perdue dans la réalité de la protection que sont censées leur garantir les fonctionnaires qu'ils appointent pour ce faire.

La réappropriation immédiate de la mission environnementale et des moyens associés nécessaires (actuellement alloués aux "DRIRE" -Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement- placées sous la tutelle effective du ministère de l'Industrie) par les "DIRREN" -Direction Régionale de l'Environnement existantes- placées sous la seule autorité du Ministère de l'Environnement- constitue à l'évidence la première étape d'une reprise en mains rapide des questions environnementales au bénéfice des citoyens.

Mais c'est évidemment l'ensemble des questions susceptibles d'affecter la santé et la sécurité environnementales des citoyens qui doit -à brève échéance- relèver d'un seul et même ministère, doté de moyens indépendants et à la hauteur de cette tâche, essentielle au bien-être des administrés.

Un projet sérieux de politique environnementale devra donc

s'attacher à regrouper les moyens nécessaires en réorganisant ceux actuellement dispersés entre les ministères de l'Industrie, du Budget (Répression des Fraudes), de la Santé, et de l'Agriculture, en y intégrant les indispensables dispositions de contrôle citoyen et indépendant, seules véritablement de nature à garantir l'indépendance du fonctionnement de ce nouvel ensemble vis à vis des intérêts industriels éventuellement mis en cause).

La crise de l'Erika a démontré que les préfets ne possèdent pas les compétences, et n'offrent aucune des garanties d'indépendance requises pour assurer convenablement les missions de protection de l'environnement et de la santé des citoyens qui leur ont pourtant été allouées récemment, dans l'urgence des dernières crises et face à la lamentable vacance du ministère de l'Environnement.

Cette situation est d'autant plus préjudiciable que l'actuel ministre de l'Environnement n'est ni mieux intentionné ni plus déterminé que son malheureux prédécesseur...

Le discrédit dans lequel se retrouve aujourd'hui placée l'administration française "compétente" représente toutefois -à mon sens- une excellente opportunité pour poser sans plus tarder les bases d'une véritable "Agence Européenne Santé / Environnement".

Après l'Europe monétaire, c'est l'Europe environnementale qui doit maintenant s'imposer.

Dr. Bernard TAILLIEZ
Gérant-Directeur Scientifique
AnAlytika
Centre Indépendant d'Investigations et d'Expertises en Chimie Organique ZAC Bousquets - 9 Rue Innovation 83390 CUERS France Tel : 4 9428 5980 / 6 6196 1339 Fax : 4 9428 5983 http://www.labo-analytika.com